

Communiqué de presse Pour diffusion immédiate

Le point sur la situation économique et financière du Québec - Automne 2024 Un défi de taille pour les prochaines années: protéger les services tout en réduisant la croissance des dépenses

Montréal, 21 novembre 2024 – Le Comité des politiques publiques (CPP) de l'Association des économistes québécois constate, à la lumière de l'énoncé économique du ministre des Finances d'aujourd'hui, l'ampleur du défi pour les finances publiques du Québec dans les prochaines années. L'évidence montre qu'une partie importante du déficit actuel du gouvernement du Québec est structurel. Il faut le résorber et des mesures additionnelles importantes seront nécessaires pour y arriver.

La mise à jour du ministre Eric Girard survient dans un contexte mondial où l'inflation est en baisse, mais où le résultat de l'élection américaine crée de l'incertitude pour le Canada et le Québec concernant nos conditions d'accès au marché américain. Les restrictions annoncées récemment par Québec et Ottawa aux niveaux d'immigration rendent aussi plus difficile de prévoir précisément la croissance de la main d'œuvre et de l'économie pour les prochaines années. L'économie du Québec a toutefois mieux performé en 2024, la croissance devant se chiffrer à 1,2 %, soit le double de la croissance de 0,6% prévue au moment du Budget en mars dernier.

Le déficit budgétaire de 11 G\$ pour 2024-2025 demeure inchangé par rapport au niveau prévu au budget de mars 2024. Des revenus de transferts fédéraux plus élevés (1,6 G\$), des revenus additionnels liés à l'harmonisation à la mesure fédérale sur les gains en capital e (1,0 G\$) compensent une baisse des revenus autonomes, une hausse des frais d'intérêt sur la dette et une hausse importante des dépenses de portefeuilles (2,9 G\$) pour 2024-2025 par rapport aux prévisions de mars 2024.

L'énoncé présente aussi une série de nouvelles mesures pour répondre à des enjeux prioritaires dont les coûts atteindront 2,1 G\$ sur 5 ans. Au final, la croissance des dépenses de portefeuilles devrait atteindre 6,5 % en 2024-2025, soit 1,9 point de % de plus que la croissance estimée en mars dernier. Le CPP note positivement l'engagement du Ministre de retourner à l'équilibre budgétaire d'ici 2029-2030 dans l'esprit de la Loi sur l'équilibre budgétaire qui a été modernisée en 2023. Le CPP note toutefois que l'atteinte de cet objectif nécessitera, selon les données fournies dans le Point, de limiter la croissance annuelle des dépenses de portefeuilles à 2,2% en moyenne entre 2024-2025 et 2028-2029, soit un niveau beaucoup plus bas que celui observé dans les dernières années, et inférieur à la croissance des coûts de système nécessaire pour maintenir le niveau de services.

L'énoncé indique que la bonne performance économique du Québec depuis 2018 a permis de réduire l'écart de niveau de vie avec l'Ontario, qui est passé de 15,9 % en 2018 à 11,1 % en 2024, une bonne nouvelle en soi. À l'inverse, du côté budgétaire le tableau qui suit montre une importante détérioration de la situation relative du Québec par rapport à l'Ontario durant la même période. Cette détérioration relative ne peut pas s'expliquer par la pandémie ou le ralentissement récent de l'économie mondiale, des facteurs qui ont aussi frappé la province voisine. Comme le montre le tableau, les dépenses ont crû beaucoup plus rapidement au Québec qu'en Ontario dans les 6 dernières années. Cette croissance plus rapide a ajouté 15 G\$ au niveau des dépenses de portefeuilles au Québec en 2024-2025, soit plus que le déficit actuel.

Évolution des dépenses et du solde budgétaire- Québec et Ontario - 2018 à 2024		
	<u>Québec</u>	<u>Ontario</u>
Données réelles 2018-2019		
. Dépenses reliées aux programmes (G\$)	98,1	148,7
. Solde budgétaire comptable (G\$)	7,9	-7,4
Prévisions pour 2024-2025		
. Dépenses reliées aux programmes (G\$)	150,7	205,5
. Solde budgétaire comptable (G\$)	-8,8	-6,6
Variation 2018-2024 du solde budgétaire comptable (G\$)	-16,6	0,8
Croissance des dépenses (2018 à 2024)		
Croissance annuelle moyenne (%)	7,4%	5,5%
Impact de l'écart de croissance en 2024-2025 (G\$)	15,1	

Pour le CPP, l'évidence montre qu'une partie importante du déficit actuel du gouvernement du Québec est structurelle et que des mesures additionnelles seront nécessaires pour le résorber. Il y a là un important enjeu d'équité intergénérationnelle, notamment à la lumière de l'important déficit de maintien d'actifs des infrastructures et des importants besoins en investissement pour la transition énergétique.

On ne pourra donc éviter de ralentir la croissance des dépenses, qui est de loin le facteur prédominant expliquant l'émergence des déficits au Québec. Le défi consistera à protéger la livraison des services aux citoyens. Il est aussi important d'examiner la pertinence des mesures fiscales et de s'assurer qu'elles sont bien ciblées, mais il faudra éviter d'augmenter le fardeau fiscal sur les revenus de travail compte tenu du vieillissement de la population et des pénuries de main-d'œuvre.

L'information transmise aujourd'hui établit le contexte pour les consultations et la planification menant au Budget 2025-2026. Pour le CPP, les contraintes financières actuelles créent la nécessité d'élargir les discussions et d'examiner systématiquement les possibilités que pourraient apporter des changements à nos façons de faire.

CONTACT

Louis Lévesque, président
Comité des politiques publiques
514-835-7002

André Bernier, directeur général
Association des économistes québécois
581-849-9975